Féminismes :

I. les luttes des années soixante-dix

Conférences inaugurales.

Actes du colloque organisé par la Bpi

le vendredi 12 et le samedi 13 novembre 2004,

dans la Petite Salle du Centre Pompidou.

Bibliothèque
Centre
Pompidou
publique d'information

Féminismes I

Les luttes des années 70

Françoise Collin, Françoise Duroux et Florence Rochefort

DOI : 10.4000/books.bibpompidou.1385
Éditeur : Éditions de la Bibliothèque publique d'information
Année d'édition : 2006
Date de mise en ligne : 17 janvier 2014
Collection : Paroles en réseau
ISBN électronique : 9782842462116

<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

ISBN : 9782842460945
Nombre de pages : 26

Référence électronique

COLLIN, Françoise ; DUROUX, Françoise ; et ROCHEFORT, Florence. *Féminismes I : Les luttes des années 70*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2006 (généré le 02 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/bibpompidou/1385>>. ISBN : 9782842462116. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.bibpompidou.1385>.

© Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2006
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

Féminismes :

I. les luttes des années soixante-dix

Conférences inaugurales.

Actes du colloque organisé par la Bpi

le vendredi 12 et le samedi 13 novembre 2004,

dans la Petite Salle du Centre Pompidou.

Le droit et les femmes

Quelques dates

- 1804** Le code civil napoléonien efface les quelques dispositions prises en 1792 sur le droit au divorce et restaure l'incapacité civile des femmes mariées.
- 1886** Rétablissement du droit au divorce.
- 1907** Les femmes mariées peuvent percevoir leur salaire.
- 1937** Trois femmes sont nommées sous-secrétaires d'État, sans droit de vote.
- 1944** Droit de vote pour les femmes.
- 1965** Droit d'exercer une profession et d'ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation du mari.
- 1970** L'autorité parentale remplace l'autorité paternelle.
- 1975** La loi permet le divorce par consentement mutuel.
- 1980** Qualification du viol.
- 1983** Adoption des lois Roudy sur l'égalité professionnelle.
- 1992** La loi définit l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail (harcèlement sexuel).
- 2000** Loi sur la parité (en 2002, 12,3 % des femmes à l'assemblée nationale).

Contraception et avortement

- 1920** Interdiction de diffuser des informations sur la contraception ; criminalisation de l'avortement.
- 1942** Lois du régime de Vichy (avec notamment une répression accrue de l'avortement y compris par la peine de mort).
- 1967** La loi de Neuwirth légalise la contraception mais la vente de contraceptifs reste formellement contrôlée. Les décrets d'application n'apparaîtront que trois ans plus tard.
- 1975** La loi Veil dépénalise l'avortement sous certaines conditions.
- 1979** Adoption définitive de la loi Veil.

Sommaire

Seules les conférences inaugurales du vendredi 12 novembre 2004 sont publiées ci-après.

L'ensemble du colloque dans sa version audio est accessible sur www.bpi.fr, rubrique Recherche documentaire/Archives des débats.

Vendredi 12 novembre 2004

- 4 Ouverture
Dominique Tabah
- 6 Introduction
Françoise Duroux
- 8 Conférences inaugurales
- 8 Françoise Collin
- 15 Florence Rochefort
- 19 Table ronde

Ouverture

Dominique Tabah

Bonsoir. Nous sommes heureux de vous accueillir pour ce cycle de rencontres consacré au féminisme, que nous ouvrons ce soir avec un premier volet qui porte sur les années soixante-dix, moment particulièrement fécond et période charnière dans la suite du bouillonnement des idées de 68. Et pour ce coup de projecteur sur les années soixante-dix, nous avons voulu croiser le point de vue des témoins et des acteurs – des acteurs engagés : militantes, fondatrices de ces mouvements et de ces courants de pensée, agitatrices d'idées et d'actions – avec un travail axé sur la façon dont se sont construits un certain nombre de points de vue théoriques sur la question du féminisme.

Une bibliothèque d'actualité, qui est aussi une bibliothèque de la mémoire du xx^e siècle, se doit d'interroger le passé, l'héritage, ce qui se transmet à la lumière du présent et d'aujourd'hui. Et l'on sait à quel point ceux qui bénéficient de l'héritage se l'approprient comme ils l'entendent. Aujourd'hui, ce qui nous intéresse, c'est donc d'examiner à travers les questions de l'égalité des droits, de la liberté sexuelle, des changements de relations entre les sexes, entre hommes et femmes, de la contraception, des questions d'identité, etc., comment la nouvelle génération accueille et reprend à son compte, tout en les transformant, ces questions. Nous sommes désormais dans un contexte nouveau et les mouvements féministes insistent sur la nécessité de conquérir un statut, une position, un point de vue.

Peut-être pouvons-nous affirmer, nous les aînées, que, malgré tout, quelque chose a fondamentalement changé. Lorsque l'on regarde nos filles, les enfants, la génération d'aujourd'hui, leurs attitudes se sont profondément modifiées. Ils ignorent peut-être ce que l'on a pu leur transmettre mais il est intéressant de savoir comment, aujourd'hui, ils ont envie de reprendre certaines de ces questions. On pourrait conclure sur l'idée énoncée par Françoise Picq, qui préconisait de « reformuler le contrat social à propos de la condition féminine », et avec Annie Leclerc, qui écrivait : « Ce n'est pas une histoire finie, c'est une histoire qui commence à peine. »

Cette égalité de droits, cette liberté, ces changements dans les relations, restent donc toujours à conquérir dans un nouveau contexte ; contexte géopolitique et juridique ? Prenons, par exemple, le débat sur le voile qui agite la société aujourd'hui. Si je ne souhaite pas forcément que nous l'abordions dans ce colloque, cette question est néanmoins liée à un nouveau contexte géopolitique et juridique qui posent en des termes neufs les mêmes questions. Dans les débats sur le mariage homosexuel, l'approche des questions de l'identité, de la posture symbolique père/mère, hommes/femmes ont contribué à bouleverser les points de vue et les positions. Ce sont ces questions que l'on examinera aujourd'hui.

Bien entendu, ce colloque sera prolongé par d'autres rencontres, en une série de trois cycles. Aujourd'hui, nous parlerons essentiellement de la période des années soixante-dix, de l'héritage et de la transmission, de ces mouvements des années soixante-dix. Et puis, nous regarderons vers l'avenir. À présent réjouissons-nous du caractère intergénérationnel de cette assemblée même si le rapport hommes/femmes est un peu moins équilibré... Voilà les quelques mots que je souhaitais vous dire en guise d'ouverture. Je laisserai à Françoise Duroux le soin de vous annoncer les

quelques changements qui intèviendront dans le cours des séances et je la remercie tout particulièrement d'avoir accompagné l'équipe de la Bpi pour construire ce programme et je lui cède la parole.

Merci à vous.

5

Ouverture
par Dominique Tabah

Introduction

Françoise Duroux, maître de conférence, université Paris 8

J'espère être fidèle à l'intention d'Isabelle Bastian-Dupleix, qui a pris l'initiative un peu risquée de ces journées, en disant qu'elles ne constituent pas une commémoration. Souvenir d'ancienne combattante, nous sommes le 12 novembre, mais aussi effort de mémoire. Isabelle s'est donc jetée dans un guêpier pour trois abeilles, dirais-je. En replaçant les luttes des femmes des années soixante-dix dans leur contexte, en rappelant la situation d'où ont surgi les mouvements qu'on appelle féministes (souvent de façon péjorative), il s'agissait, d'une certaine manière, de ranimer la flamme de la femme inconnue, du soldat inconnu puisque nous sommes le 12 novembre. Il n'est donc pas vraiment paradoxal que les avancées obtenues par les premiers pas féministes fassent quelquefois oublier ce que furent les conquêtes et que les acquis ne sont ni définitifs ni complets. J'espère que les témoignages et les réflexions des militantes, notamment de la Ligue du droit des femmes, montreront ce que les combats et les débats ont apporté – combats et débats qui ne sont pas finis.

Pour ma part, je tiens à souligner que ce qui s'appelle le mouvement de libération des femmes en France, Women's lib et nouveau féminisme aux États-Unis n'a jamais vécu sans théorisation. À la différence des féminismes, notamment suffragistes de la fin du XIX^e siècle, ce mouvement s'est constamment confronté à des situations qui dépassaient les revendications politiques au sens strict, la délimitation ordinaire du politique ou du social, au sens des politiques sociales. Et ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui est ce que Virginia Woolf repérait déjà en 1938 et qu'elle appelait l'*odor di femina*, qui parfume ou infecte des lieux devenus en principe égaux comme, par exemple, les jurys d'examen. On pourrait en dire autant des listes électorales paritaires contemporaines.

C'est de cette nouveauté du mouvement de libération des femmes qu'attestent les pratiques des années soixante-dix, telle que, par exemple, la prise de parole indépendante. Celle-ci avait alors pour condition la non-mixité, garde-fou contre la spécialité militante masculine du discours bavard. La mixité actuelle est donc une conquête récente qui n'aurait pu exister sans cette première étape de non-mixité. Et la conséquence fondamentale de cette prise de parole a été le déplacement du politique. « Le personnel est politique » : ce n'était pas un slogan, mais un appel de pratiques et de lois, transgressant les frontières du privé et du public qui avaient été maintenues avec vigilance contre les « irruptions » de la race de femmes, comme le disait Hésiode. J'apprécie d'ailleurs beaucoup les formules que Liane Henneron emploiera demain avec nous sur les éruptions volcaniques, etc., et toutes les métaphores qu'elle utilise.

En France, tout particulièrement, le militantisme a été traversé par les débats théoriques, les clivages, les blessures qui ne sont pas cicatrisées. La preuve, les absences. Aux deux pôles de ce militantisme : Christine Delphy, la théoricienne du féminisme radical universaliste, qui ne sera pas là aujourd'hui et Antoinette Fouque, la théoricienne du différentialisme, qui ne sera pas là non plus. Nous parlerons donc *in absentia* de leurs avancées théoriques qui ne sont pas des moindres. À l'heure actuelle, nous pouvons, avec un certain recul théorique, faire le point sur cette divergence fondatrice et rappeler sur quelles questions à la fois concrètes et théoriques et sur quelles pratiques – non mixité, groupes de conscience, politisation

6

Introduction
par Françoise Duroux

du privé, politisation de la situation des femmes battues, du viol, juridiction sur le viol, dont quelques amies ont été les promotrices – s’étayait le mouvement de libération des femmes. Encore une fois, il ne s’agit pas de commémoration mais de transmission. Au premier rang de ces questions, il y a notamment eu le problème de la dépénalisation de l’avortement. J’insiste sur le fait qu’il ne s’agit pas du droit à l’avortement : il n’y a pas de droit, il y a une dépénalisation. Notre corps nous appartient, il n’appartient ni à l’État, ni au géniteur. Cette question constituait le pivot et le point de ralliement qui fit descendre dans la rue des milliers de femmes dans les années soixante-dix.

7

Introduction
par Françoise Duroux

Conférences inaugurales

Françoise Collin, philosophe, professeur au Centre parisien d'études critiques

Je suis très heureuse de ce que la Bpi, à l'initiative d'Isabelle Bastian-Dupleix, ait organisé ces journées. En l'apprenant, un ami m'a dit, non sans un peu d'ironie : « Ah bon, vous devenez historiques ! » Je lui ai répondu qu'il ne s'agissait pas que d'une historicisation, certainement importante – la mémoire des femmes et des luttes des femmes a été trop souvent occultée – mais qu'il s'agissait aussi et en même temps de la transmission d'une pensée et d'une action qui se poursuivent : l'articulation de ce qui fut avec ce qui est aujourd'hui, dans d'autres conjonctures, et qui engage l'avenir. Ce que nous faisons et ferons dans ces journées, c'est – aujourd'hui même – évoquer la manière dont le néo-féminisme s'est manifesté de manière irréversible à la fin du xx^e siècle et s'est développé dans ses différentes modalités théoriques et politiques, mais c'est aussi, en même temps – au cours des jours suivants –, éclairer et soutenir ses enjeux actuels. C'est une tentative d'articulation entre le passé, le présent et l'avenir. Car le féminisme comporte à la fois permanence et changements, et nécessite la constitution d'une « tradition du nouveau ».

J'ai personnellement rencontré le féminisme au début des années soixante-dix, alors que j'avais déjà commencé à tracer mon itinéraire personnel – et à publier dans le domaine de l'écriture et de la philosophie. Cette rencontre a été pour moi un grand bouleversement – peut-être d'autant plus grand qu'il venait précisément modifier la ligne d'un itinéraire déjà entamé. Ce bouleversement ou ce retournement m'a fait passer du singulier au collectif, inaugurant un dialogue pluriel non pas ou pas seulement spéculatif mais politique – avec les autres femmes. Créer une revue – à partir d'une inexpérience totale en la matière – m'a semblé alors le meilleur moyen de croiser réflexion et action, singularité et pluralité. Et, au retour d'un voyage aux États-Unis où le mouvement des femmes s'inscrivait déjà dans la pratique sociale et culturelle, j'ai créé en 1973 la revue *Les Cahiers du GRIF* – première revue féministe de langue française –, lieu de rencontre, de débats, d'action et de réflexion exploratoire plurielle. Le premier numéro avait pour titre : « Le féminisme pour quoi faire ? »

Il nous semblait en effet important de soumettre à une critique radicale non seulement la pratique et la politique qui avaient déterminé le rapport hiérarchique entre les sexes, et la domination de l'un par l'autre, mais aussi la pensée et les formes de la culture qui l'avaient imposé et justifié. Nous avons pu rêver un moment de faire, à la manière de Descartes, « table rase » du savoir constitué et plus généralement de la culture toute pétrée d'un sexisme formulé et informulé, autant que des rapports de pouvoir, pour repenser « les rapports sociaux de sexes » – le genre – en termes nouveaux qui seraient les nôtres. Nous étions donc loin, à ce moment-là, de revendiquer notre intégration à l'institution, universitaire, politique, voire judiciaire, qui nous semblait constitutivement suspecte. Ainsi, une première assignation en justice de violeurs – le procès d'Aix – fut même objet de controverses car elle consistait à s'en remettre à la justice « patriarcale » que nous dénoncions par ailleurs. Nous étions alors loin de rêver d'assimilation, d'accès, fût-il paritaire, aux institutions. Dans la foulée de mai 68, nous rêvions plutôt de révolution – une révolution tranquille – et de refondation, non

8

Intervention
de Françoise Collin

de réformisme. Utopie sans doute, mais qui a permis de pousser le plus loin possible, dans la théorie comme dans les diverses pratiques, la mise en question des structures dites patriarcales que la rupture introduite par la démocratie avait laissées intactes substituant, comme l'énonce Carole Pateman, la société des frères à la société des pères. Si le leitmotiv qui a mobilisé toutes les femmes à ce moment-là : « un enfant si je veux quand je veux » ou « mon corps est à moi » porte sur un des points nodaux qui ont servi de prétexte à la domination masculine, à savoir la dissymétrie des rôles dans la génération, il a été d'emblée articulé à tous les autres points qui étayaient cette domination, dans l'ordre économique, sexuel, politique, théorique et plus généralement symbolique. C'est même là ce qui caractérise le féminisme de la fin du xx^e siècle par rapport à ses manifestations sporadiques antérieures : c'est qu'il est une pensée et une pratique globales contestant un ordre séculaire, et non une revendication portant sur un point déterminé. Toutefois, si tel est bien désormais son horizon, il doit composer avec les conjonctures, conjonctures nationales, culturelles, politiques nécessitant une vigilance constante pour se saisir des opportunités qui lui permettent de concrétiser son exigence transformatrice.

Le rêve de « table rase » comme le rêve de « révolution » comporte toujours l'illusion d'une rupture radicale avec le passé, et la constitution d'un avenir qui ne supporterait pas les séquelles de celui-ci. Comment dénoncer le monde donné tout en le ralliant, sans succomber au réformisme, et sans transformer un mouvement de libération en mouvement de simple assimilation ? Ce dilemme nécessitait l'émergence de la parole de chacune, de chaque « quelqu'une », dans un « dialogue pluriel » (ainsi que je l'ai trouvé formulé plus tard chez Hannah Arendt) plutôt que la généralité d'un discours prétendant énoncer le dogme de la nouvelle vérité, nécessairement opposé schématiquement à un autre discours. Les débats au sein du mouvement ont parfois été houleux et même destructeurs jusqu'à ce que la plupart des féministes assument le fait qu'un mouvement transformateur est toujours fait de tensions et de débats et que ceux-ci assurent sa vie.

La pluralité s'imposait donc dans la synchronie. Elle s'impose aussi dans la diachronie par le passage d'une époque à l'autre et d'une génération à l'autre. Le contexte de 2006 n'est pas celui de 1970. J'ai commencé à réfléchir à la question de la « transmission » en 1988, à l'occasion d'un colloque au Québec sur les « femmes de l'an 2000 » – date qui me paraissait très lointaine à cette époque-là. L'héritage est « sans testament ». Il y a un héritage, mais il appartient à la fois aux anciennes et aux « nouvelles venues » de l'assumer et de le redéfinir dans le contexte nouveau : la mémoire appelle l'imagination et l'imagination se nourrit de mémoire.

Je ne prétends donc pas, en tant que féministe engagée dès les débuts du « mouvement de libération des femmes » définir, au nom d'une vérité doctrinale, les décisions de la nouvelle génération – pas plus, qu'à leur place, celles des femmes des autres cultures – pour un monde qui n'est pas encore mais transmettre une problématique et un élan politique qui

doivent constamment se reformuler dans des contextes inédits, nationaux et internationaux. Et chacune de nous, ancienne ou nouvelle est contrainte à ce questionnement. Dans ces quelques moments de prise de parole, je ne ferai même pas le bilan de nos avancées : d'autres le feront plus précisément dans la suite de ces journées. Je voudrais surtout indiquer le sens de ce courant, de ce mouvement des femmes ou féminisme – j'emploie ici les deux termes, même s'ils peuvent être distingués dans leurs interprétations. Ce mouvement a produit des effets considérables dont on ne se rend pas ou plus bien compte, car il a infléchi progressivement la situation, de sorte que paraissent aujourd'hui « normales » – et tant mieux – les avancées sociales et politiques obtenues à l'arraché. Ainsi je suis souvent frappée d'entendre, dans la bouche de ministres, de journalistes ou d'autres personnages officiels, des formules qui, quand nous les prononcions dans les années soixante-dix, étaient considérées comme scandaleuses et pénalisantes. J'ai entendu ces jours-ci – vous l'aurez entendu comme moi – par la voix, je crois, du ministre de la Justice, préciser avec indignation qu'un pourcentage important de prisonniers (dans les 20 %) sont condamnés pour des actes de violence sexuelle : information qui, il y a un certain nombre d'années, apparaissait comme une obsession d'esprits féministes tendancieux. Il évoquait d'ailleurs, avec le plus grand sérieux, des recherches sur la castration chimique comme un remède qui pourrait être opératoire. Ainsi, des vérités qui paraissaient aberrantes ou scandaleuses quand elles étaient énoncées par les féministes ont fini par être authentifiées et normalisées. Des analyses subversives ont été scientifiquement – académiquement – et politiquement ratifiées. Sans doute la structure dissymétrique des rapports entre les sexes n'est-elle pas pour autant constitutivement transformée, et prend-elle sur des formes nouvelles, plus subtiles que les anciennes, tandis que les anciennes résistent, voire s'accroissent : on pense entre autres à l'extension et à la normalisation effective sinon légale de la prostitution qui, dans son caractère unilatéral, réassure la domination, malgré les progrès égalitaires, par la mise à disposition marchande d'un sexe au profit de l'autre. Pourtant un nombre important de problématiques qui avaient été les nôtres et qui apparaissaient comme irrecevables a au moins été intégré à la réalité sociopolitique comme au discours scientifique. Toutefois, c'est souvent sans reconnaître la dette de cette avancée envers le mouvement féministe qui continue trop souvent à être discrédité, ou à être considéré comme « dépassé » sans jamais avoir été reconnu au présent. Ce déni n'est pas surprenant. Il semble difficile pour la société masculine, pour la société dans son ensemble, et à ses institutions politiques ou scientifiques, de reconnaître une dette envers une femme, des femmes, les femmes, du moins une dette autre que la dette de la vie : une dette symbolique. Une autre stratégie des médias consiste d'ailleurs à « diviser pour régner » en stigmatisant les « veilles féministes » caricaturées au profit de jeunes femmes qu'ils espèrent ou supposent plus malléables, procédure que nul n'applique quand il s'agit de juger la qualité des hommes politiques ou médiatiques. Elle consiste aussi d'ailleurs à dénoncer avec indignation le sexisme des autres cultures – que n'a-t-on entendu sur le voile musulman ! – pour ne pas devoir reconnaître celui qui, beaucoup plus subtilement, transite encore la nôtre.

Mais je ne m'interroge pas tant ici sur les acquis politiques et sociaux du féminisme – d'autres le feront les jours suivants – que sur ce qu'a été et ce qu'est ce mouvement, le mouvement des femmes, sur ses spécificités par rapport à d'autres mouvements sociopolitiques et par rapport à d'autres formes passées du féminisme. On constate en effet qu'à la différence d'autres mouvements politico-sociaux, il n'a pas de doctrine fondatrice, *Le Deuxième sexe* n'y jouant pas le rôle dogmatique fondateur et référentiel du *Capital* dans le marxisme. Il n'a pas non plus de parti, n'est pas un parti – chaque fois que des féministes ont voulu s'organiser en parti, elles ont échoué. Qu'est-ce alors que le féminisme ? Un mouvement. Une sorte de nébuleuse active et pensante. Nulle ne peut prétendre le représenter mais chacune peut en attester et en est responsable. C'est un mouvement qui n'a ni doctrine fondatrice, ni représentante officielle, ni organisation unitaire et qui cependant ne cesse de s'étendre non seulement dans nos pays occidentaux mais à travers le monde sous des formes variées, à la fois semblables et adaptées aux conjonctures.

Il est assez intéressant de réfléchir sur cette structure du mouvement féministe qui a été et est à la fois celui de toutes mais aussi celui de chacune. Comme il n'y a pas de doctrine unique, comme il n'y a pas de représentantes qui pourraient autoriser ou non quelqu'un à en faire partie, chacune, dès le début, a été féministe en fonction de la décision qu'elle en prenait, de la part qu'elle y prenait. Il n'y a eu et il y n'a dans ce mouvement aujourd'hui encore, personne qui soit habilité(e) à « autoriser » l'autre : il n'y a pas d'examen de passage, de carte de parti, de dogme, de critères de recevabilité. Chacune – et même peu à peu chacun – est appelée, ou peut être appelée à s'autoproclamer en quelque sorte et à participer à sa manière à ce mouvement dans la mesure de sa décision. Non seulement à participer et à soutenir certaines actions, mais à en initier de nouvelles, et à en repenser les articulations. Car il n'y a pas eu, il n'y a pas de dogmatique féministe même si certaines ont pu parfois rêver d'identifier ainsi leur position.

11

Intervention
de Françoise Collin

Le féminisme est théoriquement et stratégiquement pluriel. Il est donc nécessairement aussi parfois conflictuel. Aucune n'est habilitée à l'annexer. Mais chacune cependant est non seulement autorisée, mais appelée à y intervenir, à juger et à décider dans des conjonctures toujours complexes. « Son centre est partout et sa circonférence nulle part » comme l'écrivait Pascal dans un autre contexte. Le féminisme appelle toute personne qui s'y engage à juger et à décider en rapport avec les autres dans chaque conjoncture, sur un terrain toujours complexe. Même s'il y a eu unanimité au départ, et cette unanimité s'est faite sur la revendication de la maîtrise de la génération – en fait de la maternité – jusque-là identifiée à un destin, par le droit à la contraception et à l'avortement, comme le rappelait Françoise Duroux tout à l'heure, maîtrise permettant la liberté sexuelle, les problématisations ultérieures et les solutions proposées ont pu diverger. On le constate non seulement dans les théorisations de la sexuation – du genre – mais aussi dans les options politiques adoptées : ainsi on a vu quels débats, voire quels conflits ont suscité par exemple la question de la parité, mais aussi celle du voile à l'école, celle de la prostitution, etc.

Il faut admettre que c'est dans les divergences, soutenues par un « dialogue pluriel » que s'opèrent les avancées théoriques et pratiques qui sont toujours sans garantie. La seule faute du féminisme serait dans l'abandon de ce dialogue, constitutif du « monde commun », jusqu'à ce que soit prise une décision, dans une conjoncture déterminée et toujours sujette à renégociation ou à débats ultérieurs. Même si le motif rassembleur initial s'est concentré sur la maîtrise de la maternité, ce qui est le propre de ce mouvement féministe de la fin du xx^e siècle, c'est qu'il couvre et articule structurellement la multiplicité des problèmes liés à la sexuation et aux rapports de sexe.

Et, de ce point de vue, l'œuvre de Simone de Beauvoir, *Le Deuxième sexe*, publiée vingt ans avant le déclenchement du mouvement, est significative. Son importance ne tient pas tellement à la vérité de sa doctrine ou de ses analyses mais à l'articulation qu'elle réalise pour la première fois entre tous les aspects de la « domination masculine ».

Même si sa manière d'aborder tel ou tel problème nous paraît insuffisante ou même caricaturale, si nous sommes en désaccord avec tel ou tel passage ou même avec la thèse centrale du livre – car tout le féminisme n'a pas rallié la version beauvoirienne des rapports de sexes –, Beauvoir a sans doute été la première – Florence Rochefort qui est historienne me contredira si je me trompe – à opérer, chapitre après chapitre, l'analyse des différents aspects du problème, à montrer comment tous les points des discriminations sexuées ont rapport entre eux, forment structure : la création, la sexualité, la parenté, le travail, le social, le politique... Tous ces aspects sont analysés avec plus ou moins de bonheur et de compétence, et confrontés. Penser l'ensemble comme une structure et non pas comme une succession de points isolés est selon moi la véritable innovation de Beauvoir, plus que sa thèse pourtant bien connue et souvent citée. Car lorsqu'elle écrit : « On ne naît pas femme, on le devient », elle oublie cependant d'ajouter : « On ne naît pas homme, on le devient », laissant dès lors entendre que la figure masculine incarnerait, elle, « l'universel » – l'humain comme tel – ou serait la figure de l'individu non entaché de particularité. Il s'agit en réalité d'interroger – ce qu'ont fait peu à peu les féministes après Beauvoir – tant l'identité masculine que l'identité féminine à travers les rapports de pouvoir.

Même si on soumet à critique les thèses beauvoiriennes, au moins peut-on admirer le fait qu'elle soit la première à mettre tous les éléments de « l'aliénation » des femmes en rapport les uns avec les autres, à en indiquer le caractère structurel. C'est aussi ce qui fait l'originalité du féminisme contemporain : ne plus focaliser sa réflexion et sa lutte sur un point déterminé mais sur une structure. On verra cependant se développer diverses théorisations de cette structure, diverses théories de la sexuation et des rapports de sexes, se déployant à partir de la fameuse revendication collective initiale : « mon corps est à moi ».

Trois approches théoriques peuvent en effet être distinguées, approches apparemment étrangères les unes aux autres et qui ont même pu se

manifestent quelquefois sous les formes d'un antagonisme. Ces approches peuvent déterminer des options différentes dans certaines décisions politiques conjoncturelles.

L'approche dominante en France a été celle qu'on peut nommer « universaliste », celle de Beauvoir et de ses héritières directes, qui pense que le devenir des femmes consiste à accéder à la neutralité de l'individu, en atténuant ou en supprimant même non seulement les inégalités, mais aussi les différences. Les sexes sont « une construction sociale », non seulement dans leurs formes mais dans leur fait même. D'où la priorité de l'individu dans sa neutralité, la sexuation ayant ou devant avoir un rôle proprement négligeable. Mais l'individu ainsi défini est-il neutre : n'est-il pas celui qui a été formaté par la pratique et la théorie séculaire dominantes, et qui est incarné en fait par le modèle masculin ?

Un tout autre courant est apparu dans les années soixante-dix – avec des effets beaucoup plus importants à l'étranger – aux USA ou en Italie qu'en France où il a été très vite recouvert –, courant selon lequel le devenir du féminisme, ce n'est pas la conversion des femmes à « l'individu » qui est en fait formaté par le masculin. Ce n'est pas l'ajustement à ce que les hommes incarnent déjà, c'est au contraire l'émergence d'un mode d'être au monde différent, c'est la réhabilitation d'un potentiel propre aux femmes qui a été méconnu et proprement recouvert à travers l'histoire. L'objectif, de ce point de vue, n'est pas d'éroder les caractéristiques dont les femmes sont dotées, mais au contraire de leur restituer la plénitude de leur espace propre et de leur expression spécifique, de faire du féminin un mode d'être au monde fécond qui ait sa place au même titre que le mode d'être au monde masculin. « Il y a deux sexes », écrira Antoinette Fouque. La grande théoricienne de ce courant qui publie le meilleur de sa pensée dès les années soixante-dix est Luce Irigaray, réagissant entre autres à la psychanalyse lacanienne : elle récusait à sa manière le fait que la « libération des femmes » doive ou puisse se faire dans leur « devenir homme » tel qu'il a été défini structurellement et historiquement par le masculin identifié à la neutralité de l'humain pour promouvoir au contraire un modèle féminin alternatif.

Le troisième courant, qui s'est imposé plus tard, est issu de la philosophie contemporaine, dite postmoderne, et récusait l'interprétation des sexes tant en termes d'un (l'humain en général) qu'en termes de deux (la distinction du masculin et du féminin). Ainsi, par exemple, Jacques Derrida (mais on pourrait évoquer aussi Gilles Deleuze) – non pas sur la question de la différence des sexes mais en général – écrit-il différence avec un « a ». Que veut-il signifier ? Que la différence, et pour ce qui nous occupe, la différence des sexes, est toujours un mouvement de différer, mouvement étranger tant à la dualité des sexes qu'à leur unité. Nous ne pouvons en effet ni nier l'impact de la sexuation, ni l'ériger en principe dans une dualisation tranchée entre hommes et femmes. La différence des sexes est un différer, un mouvement, un enjeu permanent dans chaque trajectoire singulière. Elle relève d'un « indécidable » qui se redécide en permanence. Je dirais

cependant rapidement que cette indécidabilité même, pour s'imposer, nécessite des luttes qui ne peuvent faire l'économie de la situation duelle effective de la société.

Le mouvement dit *queer* se greffera ultérieurement sur cette conception qui récusé les identités fixes : le genre est-il double ou est-il trouble, comme le formulera plus tard Judith Butler ? C'est ici le trouble qui est la réponse privilégiée, l'« indécidable » qui se redécide dans chaque conjoncture. Mais le « trouble » lui-même ne peut faire l'économie de la dualité initiale, socio-historique, par rapport à laquelle il se situe, pas plus qu'il ne fait ultimement l'économie de la morphologie corporelle, que ce soit en l'assumant ou en la transgressant.

On pourrait discuter longuement chacune de ces interprétations théoriques des sexes dont la confrontation nourrit un débat intéressant. Mais nous ne pouvons approfondir davantage ici ce débat, et j'en terminerai là.

Pour résumer, et en conclusion, je voudrais rappeler comment et tout à la fois, le féminisme est un mouvement politique et théorique qui met en question une structure pluri-séculaire qui a dans toutes les sociétés dualisé et hiérarchisé les rapports entre les sexes au profit de la domination masculine, tant politique que privée, sociale ou culturelle. Mais son originalité est qu'il pratique cette mise en question sans dogmatique et sans organisation unitaire en parti, laissant place à l'initiative dans chaque conjoncture, et, mieux encore, la requérant. Ce mouvement de transformation en vue d'objectifs qui seuls donneraient à l'ambition démocratique son sens plénier traverse les frontières : celles des nations et celles des cultures. Le dialogue pluriel des femmes – son alter-mondialisme – est polyglotte. Le mouvement des femmes est un mouvement de libération aux cheminements multiples et dont chacune doit, en rapport avec les autres, prendre la responsabilité dans la conjoncture qui est la sienne, celle de sa culture et de son temps. Le changement ne peut s'opérer par décret, venu d'en haut, ni par un événement révolutionnaire ponctuel. C'est un acte permanent. Beauvoir en soulignait déjà le paradoxe : il faut passer par les procédures politiques de la libération pour être libre, mais il faut être libre – avoir conscience de sa liberté – pour s'y consacrer.

Florence Rochefort, chargée de recherche au CNRS

Succédons à ce brillant exposé de Françoise Collin pour vous présenter un regard plus historique. Comme historienne des féminismes, mon travail, au départ, concernait plus spécialement la Troisième République qui est un moment d'âge d'or des féminismes où l'on retrouve bien des aspects que vient de développer Françoise, notamment cette idée d'une structure ouverte, d'une nébuleuse jamais vraiment définie par des frontières rigides. Les ressemblances entre les divers types de féminismes existent, et en même temps, le mouvement des années soixante-dix a des spécificités qu'il faut replacer dans leur contexte.

Je ne voudrai pas faire croire qu'en l'état des recherches, la parole d'une historienne soit une parole apaisée ou une parole du juste milieu. Le temps de cette parole-là n'est pas encore venu, même si des travaux sont en cours, même si le féminisme ou les féminismes des années soixante-dix sont déjà l'objet d'investigations. Le moment de la synthèse n'est pas encore arrivé. En peu de temps, il s'agira plutôt d'un éclairage, d'un jeu d'ombres et non d'une vision panoramique.

Alors qu'est-ce que ce mouvement baptisé MLF par les médias ? C'est déjà celui des femmes, d'anonymes, en général, dont on aperçoit les silhouettes sur les photographies de groupe comme sur celles de Catherine Deudon et dont on ne retrouvera pas facilement les noms. D'ailleurs, pour ce bref exposé, je ne vais citer personne pour me focaliser sur cette foule d'anonymes. Elle constitue la diversité de ce mouvement social et politique. Une diversité, une pluralité qu'il ne faut pas considérer comme un accident ou comme un signe d'immaturité, mais bien comme une composante intrinsèque.

Le regard que nous avons aujourd'hui se tisse à partir du présent et à partir des enjeux politiques du présent sur les années 68. Nous savons combien ces années sont aujourd'hui l'objet de discussions, de rejets, de règlements de comptes qui souvent tiennent peu compte de l'histoire mais bien plutôt de polémiques actuelles et d'autojustifications. Cette journée – initiative dont je remercie les organisatrices – est peut-être un moment où il est possible de parler sans polémique, sans volonté de règlements de comptes, sans non plus penser faire des bilans exhaustifs et magistraux.

Alors, que souligner en premier lieu ? D'abord, les origines de cet événement. « L'année zéro », c'était le titre d'un numéro de la revue *Partisan*, daté de juillet-octobre 1970, mais ce n'était qu'un titre et non une proclamation véritable. Le titre sonne comme un slogan et on l'a retenu peut-être plus que de raison, car dans le numéro sont déjà mentionnées des racines au mouvement et notamment une petite chronologie du mouvement des Américaines depuis 1967.

Parler d'Année Zéro n'est pas historiquement exact puisque ont déjà existé des féminismes aux XIX^e siècle et XX^e siècles et que quelques groupes depuis les années 1950 ont prolongé ou réinventé dans la marginalité les questionnements autour de l'inégalité des sexes, de l'accès à la contraception, en particulier. Le mouvement des années soixante-dix ne part pas de rien, mais il est pourtant un événement en ce sens qu'il surgit médiatiquement sur la scène politique avec le dépôt d'une gerbe à la femme du soldat inconnu le 26 août 1970 et qu'il fait rupture avec nombre de conceptions

et de méthodes antérieures. Si on peut tisser a posteriori des héritages, naît pourtant un mouvement de femmes tout à fait singulier et spontané.

Pour comprendre cette émergence, il faut se replacer dans ces années 1960 où pèse lourdement le carcan qui enserme alors les femmes et les rapports hommes/femmes, dans la vie professionnelle et aussi la vie quotidienne. Une chape de plomb qui pèse sur des sexualités sans contraception, sans avortement libre, sur des homosexualités coupables ou tout simplement sur des sexualités qui ne trouvent pas leurs expressions. Il faut rappeler le poids aussi du sexisme dans les lieux de savoir, de culture, ainsi que dans les lieux du militantisme. Devenir la femme sexy de papier glacé, la femme parure et même la femme libérée dont on parle déjà et qu'incarne Brigitte Bardot, femme miroir des fantasmes masculins, n'est pas vraiment plus épanouissant que jouer à la bonne épouse, la bonne ménagère, la bonne mère. Il faut se replacer dans cette lourdeur du temps pour comprendre le jaillissement de la révolte caractéristique des années soixante-dix, une révolte que mai 1968 a fait émerger parce que justement les contestations de mai lui laissait peu de place, parce que les femmes n'avaient guère la parole, parce que leur parole n'était pas perçue comme légitime, moins encore quand il s'agissait de « leurs problèmes de bonnes femmes ».

Le mouvement des femmes, à ce moment-là, se nourrit de la contestation politique, de la contestation des pouvoirs économiques, culturels. Il participe à la lutte contre les institutions, la famille, l'école, la médecine, la prison, à la lutte aussi contre la société de consommation. Il s'inscrit dans la contre-culture révolutionnaire à partir du marxisme, de la psychanalyse, dont il critique néanmoins les fondements patriarcaux. Il propose de nouvelles réflexions sur les femmes, les rapports hommes/femmes et entend conduire à la libération des femmes. C'est déjà une révolte contre l'absence des femmes, contre le fait qu'elles aient le second rôle, qu'elles soient invisibles, inaudibles. Un même souffle libertaire prend le dessus mais les femmes s'organisent pour leur propre compte, très tôt dans la non-mixité.

La contestation, à ce moment-là, n'est ni formelle, ni institutionnelle, elle se présente comme une véritable expérience de vie, comme l'expérimentation d'un contre-modèle que l'on doit inventer. On doit souligner la nature profondément politique de ce moment de naissance du mouvement des femmes. Un moment où se rassembler pour parler, pour réfléchir, pour lutter prend sens, prend forme. Un moment où le politique porte les individus, les transcende, les réunit, où une intervention collective peut s'inscrire dans l'espace public et se propager comme une rumeur. Les initiatives sont multiples. La dispersion en a dérouté plus d'une, elle dérouta aussi les observatrices ou chercheuses d'aujourd'hui, mais c'est pourtant ce qu'il faut tenter de saisir, la pluralité comme dynamique collective dans ce moment d'histoire.

Le féminisme ne se constitue pas en parti mais en mouvement, ce qui signifie une certaine synergie entre des initiatives dispersées et souvent personnalisées. Un noyau parisien, intellectuel, plutôt lié à l'extrême gauche, ou en récente rupture avec elle, donne le ton, le rythme, marque de sa jeunesse, de sa radicalité, de sa festivité, de sa violence symbolique, nombre des manifestations.

Les féministes manient l'art du symbole, du contre-symbole de façon remarquable comme nommer un journal du mouvement *Le Torchon brûle* et désigner sa périodicité comme « menstruelle » ou encore choisir comme titre « Remue-ménage », intituler un groupe « Les gouines rouges ». La dénonciation politique de l'exploitation des femmes et une nouvelle approche du privé comme politique, tel est l'immense territoire d'investigation dont les féministes sont les instigatrices. Les groupes de parole prolifèrent dans les quartiers, mais aussi dans les lieux de travail, dans les universités, même dans les lycées.

Il n'y a pas eu décision de fonder des groupes de parole ; c'est quelque chose qui s'est propagé à partir de l'exemple américain, dans différents lieux, d'une façon spontanée. Il s'est agi de partir ou de repartir de ce que les femmes ont à dire d'elles-mêmes, de leurs expériences, de leur corps, de leurs frustrations, mais aussi de leur joie à être ensemble, même si c'était une joie provisoire. Car il ne faudrait pas occulter les tensions ou les drames vécus par les militantes elles-mêmes, comme c'est le cas dans tout engagement collectif mais qui, dans le mouvement féministe, ont pris davantage d'importance tant la dimension existentielle prévalait.

Les paroles des femmes sont le premier moteur du mouvement. Leur interprétation sera objet de confrontation théorique et c'est inévitable. Les discussions et divergences sont nombreuses : sur les stratégies à suivre pour conduire le mouvement, sur ses liens avec une perspective révolutionnaire, sur les relations avec une nouvelle pensée du féminin ou, au contraire, avec un rejet de toute spécificité. Il serait pourtant dommage de se focaliser, comme c'est souvent le cas, sur ces divergences théoriques, même si elles sont par ailleurs fondamentales. Elles ne doivent pas occulter l'urgence d'alors, celle d'agir : agir pour les femmes, leur défense, leur promotion, leurs droits à l'avortement, à la contraception ; l'urgence d'agir pour dénoncer leur exploitation sur les lieux de travail, de combattre le viol, la violence, de dénoncer l'aliénation des modèles préétablis de la Femme avec un grand « F », dans les productions culturelles, intellectuelles, psychologiques, artistiques, publicitaires. La « femme objet », la femme réifiée, chosifiée pour le bon vouloir du consommateur masculin est tout particulièrement dénoncée. Reconquérir la ville, même la nuit, est aussi parmi les nombreuses volontés exprimées – il y a eu une grande manifestation de nuit –, créer des centres, recueillir des faits, des témoignages. Il semblait nécessaire de faire connaître l'autre réalité des femmes, celle de la double journée de travail, des sexualités mornes et sans plaisir ou, au contraire, des jouissances tues, des avortements clandestins, des viols dont on accuse les femmes souvent d'être les initiatrices ou d'être les responsables et que l'on ne condamne pas parce qu'étant considérés légalement comme des crimes, on préférerait déclarer un non-lieu.

La mise en commun des souffrances des femmes a été un élément moteur, la solidarité féminine s'invente dans le vocabulaire de la filiation et c'est l'idée de « sororité » qui s'affirme. Cette sororité signifie aussi une solidarité avec le potentiel de révolte et de créativité des femmes : dénoncer, déconstruire, promouvoir, explorer, découvrir, mais aussi créer. Dénoncer l'exploitation avec tout un vocabulaire emprunté à l'histoire de la gauche et du marxisme vise à transformer les femmes et les rapports hommes/femmes. Mais c'est aussi la promotion des femmes qui est mise en avant, en allant chercher

dans l'histoire celles qui avaient été actives comme celles qui, dans le présent, marquaient leur époque. La valorisation de la culture des femmes se décline sur plusieurs modes, celui de l'écriture féminine notamment. L'objectif pouvait être de repenser le féminin mais il pouvait être aussi, plus simplement, de rendre visibles les femmes (et leur production) dans une société qui les recouvrait de préjugés et d'obscurité. Et les résultats sont tangibles : déjà dans la mobilisation tout à fait exceptionnelle que ce mouvement réussit à impulser et qui excède largement les premières forces. Se constituent de nouveaux groupes, des groupements à visées spécifiques comme le [MLAC](#), Choisir, la Ligue pour les droits des femmes. Mais se rallient aussi des mouvements plus anciens comme le [Planning familial](#) qui a été fondé en 1956 sous le nom de la Maternité heureuse. Se rallient aussi des forces adjacentes comme les sections femmes dans les syndicats, dans les partis politiques de gauche, dans les entreprises. On peut aussi juger cette mobilisation sur son formidable impact intellectuel dans le monde de l'édition notamment, qui, à ce moment-là, vient renforcer la publication d'ouvrages et de réflexions sur les femmes et le féminisme comme en témoignent les collections « femmes » et le travail de diffusion intellectuelle des deux maisons d'édition émanant du mouvement, les [Éditions des Femmes](#) et les [Éditions Tierces](#). Les photographies, les affiches, les slogans ou les chansons révèlent l'inventivité d'une culture féministe contestataire. L'impact politique, enfin, est tangible, par le vote de loi autorisant l'avortement ou la transformation de la définition du viol dans la loi en 1980 qui permet de mesurer le succès de ce mouvement à l'époque même où il s'exprime, entre 1970 et 1980, avant le relais d'un féminisme d'État avec l'élection de François Mitterrand en 1981.

L'action associative s'étoffe de la nébuleuse d'une dizaine de types de journaux, de revues dont on a parlé aussi à propos des *Cahiers du CRIF*, et dont, heureusement, la [Bibliothèque Marguerite Durand](#), à Paris, possède un grand nombre. Plusieurs revues sont extrêmement riches de tout un travail de réflexion, avant même qu'il s'agisse d'études féministes dans des cursus universitaires. Vous avez comme un réservoir de questionnements à l'intérieur de ces revues. Tout est questionné : les formes d'oppression, les formes de sexisme, le corps, la sexualité, l'art, l'écriture, la science, la littérature, les savoirs et toutes les formes d'expression des femmes.

Bien sûr, la dynamique est fragile, bien sûr les conflits traversent le mouvement, mais, en dépit des faiblesses structurelles, la richesse d'une certaine sociabilité et la justesse du questionnement sont indéniables.

Ce féminisme des années soixante-dix n'est pas si facile à restituer à un public d'aujourd'hui. Excusez d'ailleurs ce panorama extrêmement succinct, qui a voulu rendre compte surtout d'un élan collectif, d'un souffle enraciné dans une époque. Il est extrêmement enserré à l'intérieur de sa contre-culture gauchiste, d'une subversion presque instituée, à l'intérieur de ce qu'il pensait être son intemporalité. Les années 1980 et 1990 ont vu émerger d'autres formes de contestation féministe, héritières et en même temps tout à fait différentes. À l'heure actuelle, une des tâches de l'histoire et de la réflexion n'est-elle pas d'arriver à faire comprendre la spécificité des années 1970 et d'essayer d'aborder ce mouvement des femmes comme un objet dans sa propre cohérence, à la fois lointain et près des préoccupations d'aujourd'hui ?

Table ronde

Isabelle Bastian-Dupleix : Merci beaucoup. Prenons le temps pour quelques questions...

Une intervenante : J'ai une question qui s'adresse plutôt à Florence Rochefort. Les deux courants théoriques dont parlait Françoise Collin, c'est-à-dire...

Françoise Collin : J'en ai distingué trois.

Une intervenante : Oui, mais je parle des deux premiers : le côté vision de la femme comme individu ou vision de la femme comme quelqu'un de fondamentalement différent, dont il faut révéler la féminité, n'est-ce pas quelque chose qui a toujours traversé le mouvement des femmes ?

Florence Rochefort : Oui, tout à fait. C'est quelque chose sur lequel j'aurais pu insister et qui a traversé toute l'histoire des féminismes. Cela n'a pas du tout été théorisé de la même façon. Bien sûr, il faut recontextualiser les outils théoriques, philosophiques disponibles à chaque époque. Mais ce qui est sûr, c'est que l'on retrouve tout à fait cette même ambivalence dans l'histoire des féminismes, et d'ailleurs moins clivée auparavant qu'aujourd'hui. Il y avait des féminismes de la spécificité, des féminismes du féminin, presque même une sorte de sacralité du féminin. Cela a été extrêmement important pour rallier les femmes à ces mouvements. Il faut bien comprendre qu'une des dynamiques du mouvement s'enracine dans une sorte de passion pour les femmes, pour leur sort et pour leurs droits, et qu'il y a la volonté d'exploration d'un territoire qui est celui des femmes, celui du féminin. Toutefois, ces deux tendances peuvent se mélanger avec quelques clivages

bien sûr, mais je crois que c'est important de dire que, dès le départ, cette ambivalence existe.

Un intervenant : On assiste aujourd'hui à un colloque sur le féminisme dans les années soixante-dix parce que, justement, les années soixante-dix sont un peu l'apogée du féminisme, du fait d'abord d'une situation économique favorable – on est encore dans les Trente glorieuses, il n'y a pas encore le chômage qu'on a connu par la suite –, et puis c'est la période des avancées fondamentales – contraception, avortement... Est-ce que vous ne croyez pas que la crise économique venant et surtout l'arrivée inopinée de François Mitterrand, et donc de la gauche, en 1981, ont mis un peu sous le boisseau le mouvement féministe ?

Florence Rochefort : Non, moi je crois que le reflux et la transformation du mouvement précèdent l'arrivée de François Mitterrand, mais peut-être d'autres personnes ont-elles une interprétation différente ? Il y a déjà un reflux militant et une transformation vers un mouvement qui réfléchit sur lui-même et vers un mouvement plus intellectuel. Au contraire, l'arrivée des socialistes a redonné un élan avec un potentiel d'action tout à fait différent et nouveau à un féminisme qui avait déjà mûri et avait quand même déjà une réflexion sur ses propres limites.

Françoise Collin : Je voudrais ajouter qu'on ne doit pas juger le féminisme à l'aune de sa première manifestation spectaculaire, même si elle est révélatrice. Le féminisme a certes connu, au départ, dans les années soixante-dix, un moment exceptionnel, qui laisse quelque nostalgie à celles qui l'ont vécu, mais un mouvement

ne se mesure pas seulement à ce type de moments. Je crois que son évaluation doit se faire en d'autres termes. Pour ce qui est de 1981, je ne peux m'empêcher de penser que c'est le moment où le mouvement, disons de type insurrectionnel, cherche et croit pouvoir trouver son articulation à l'institution, à la fois politique – le socialisme arrivant au pouvoir – et théorique – par l'accès à l'université –, ainsi qu'en atteste alors le colloque de Toulouse qui va entraîner la désignation de trois premiers postes universitaires d'études féministes, bientôt dites pudiquement – en traduction de l'anglais *gender* –, études de genre. Le rapport aux institutions est à la fois une caution, voire un tremplin, et un problème pour le mouvement des femmes. Comment négocier ce tournant? On ne peut, par souci de pureté insurrectionnelle, rester éternellement dans la marge au risque d'y déperir. Mais comment s'articuler à l'institution sans être absorbées, normalisées, et – disons le mot – « récupérées » par elle? Je crois qu'à chaque moment, dans des conjonctures successives et différentes que vous avez raison d'évoquer, le féminisme se métamorphose et doit chercher, trouver, d'autres formes d'expression et d'inscription. Toute l'histoire du féminisme jusqu'à ce jour est une recherche d'équilibre dans des conjonctures nouvelles dont il faut se saisir. Je pense qu'un mouvement meurt tout autant de rester purement marginal, car il s'épuise dans la marge, que de s'identifier à l'institution où il peut se développer mais à condition d'éroder son pouvoir subversif. Dans quelle mesure la dimension anarchique est-elle opératoire et comment la soutenir dans l'assimilation même est une question fondamentale.

Comment comprendre cependant l'aspect sécessionniste du mouvement des femmes au sens où il se constitue sans hommes? À vrai dire, je ne sais si je peux me faire le porte-parole de Florence sur ce sujet. Comme certains ou certaines l'ont souligné, les autres mouvements révolutionnaires ont dans leurs rangs certains de ceux qui appartiennent à la catégorie de leurs adversaires – le mouvement ouvrier a des théoriciens, des membres, ou des leaders « bourgeois », le mouvement noir, des Blancs... – mais le féminisme a été et reste largement encore non mixte. Ce phénomène mérite un certain éclairage. J'en donne un pour ma part – je ne sais quel est celui de Florence – qui m'est apparu quand j'ai été sollicitée sur la mixité par [Les Cahiers du Cédref](#) et Claude Zaidman. La mixité sociale, dans ce qu'on appelait le monde commun ou la scène publique, a toujours été une fausse mixité qui nous leurrait puisqu'elle consistait dans une occupation de terrain par l'agir et le discours masculins où les femmes n'avaient place que « sous condition », au mieux comme exécutantes et non comme acteurs. Cette situation n'est d'ailleurs pas fondamentalement dépassée. Il y avait donc nécessité pour les femmes – du moins c'est ainsi que je l'interprète – de se constituer ou de se fortifier en tant que telles pour pouvoir ensuite revenir à cette société supposée commune à titre constitutif, ayant autorité par la parole et par l'action. Dans le mouvement sécessionniste des femmes, les femmes se sont donné mutuellement autorité, se sont autorisées, même dans le désaccord. Je veux dire que, pour la première fois, la parole et l'initiative d'une femme était prise au sérieux dans

toute sa radicalité, était authentifiée par l'autre. Les femmes se sont fortifiées et continuent à se fortifier mutuellement dans la rencontre et le dialogue pour pouvoir revenir en quelque sorte à la scène commune avec autorité. Elles ont été obligées de constituer une solidarité constitutive parallèle à celle que l'histoire avait constituée pour les hommes sans devoir le formuler, l'humain et le citoyen étant identifiés de fait au masculin, et le monde commun étant dans les faits un monde masculin. On se souviendra en effet que Lévi-Strauss définit les sociétés humaines par l'échange des femmes et des biens entre les hommes. Dans cette optique, on pourrait dire que les femmes ont cessé d'accepter d'être les objets d'échange pour devenir elles-mêmes des sujets d'échange et que le féminisme a été ce moment. Elles n'ont plus été celles qui sont dites mais celles qui disent. Ou plus exactement, toujours dites, elles disent.

Catherine Deudon : Je n'ai pas l'impression que l'humour dans le mouvement ait été partagé par tout le monde. Cela a quand même été lancé par un petit groupe de femmes, ce qui a fait un peu tâche d'huile. Mais, au départ, il y avait quand même aussi des gauchistes vraiment sérieuses. Je me souviens que lors d'une des premières actions que j'ai faites avec des gauchistes, elles avaient fait un tract dont le titre était : « Geismar sur le chemin de l'honneur. » Cela ne prête pas beaucoup à humour. Nous, nous sommes arrivées avec un tract drôle et elles l'ont adopté tout de suite. Il faut bien dire que les féministes ont aussi fichu en l'air pas mal de groupes gauchistes. Et puis, il y a une chose importante à dire, je

trouve, c'est que les gauchistes, l'extrême gauche et beaucoup de partis de gauche, militent sur l'oppression des autres. Nous, c'était sur nos propres oppressions que nous militions et ça, c'est une dimension quand même très importante. Une dimension qu'il faudrait revoir désormais par rapport aux événements intégristes, antisémites, homophobes qui doivent nous interpeller aujourd'hui avec un certain nombre de régressions sociales.

Une intervenante : Mon intervention ne sera pas longue mais je voudrais quand même rappeler que dans cet affaiblissement ou cette retombée du féminisme dont on a parlé, il ne faut pas oublier la contre-attaque des hommes qui a commencé dès le début. Ceux qui sont trop jeunes ne peuvent guère imaginer à quel point il fallait plaindre ces pauvres chéris de ne plus avoir de désir sexuel envers des femmes qui prenaient la pilule, car cela enlevait toute fantaisie à l'acte sexuel s'il n'y avait plus le risque de faire tomber l'autre enceinte. Ensuite, on a eu beaucoup de pleurnicheries sur ces pauvres hommes dont il fallait comprendre la dépossession : ils avaient été tellement longtemps habitués à dominer. Comme c'était dur à avaler que d'autres puissent exister non pas en tant qu'objets, mais vraiment ! Je peux rajouter à cela la marchandisation qui fait qu'une fille féministe est très vite considéré comme pas sexy, pas baisable – féministe égale non baisable, voire trop moche. Combien d'hommes disent ou ont dit cela : que les filles qui étaient féministes, c'est parce qu'il ne leur restait plus que ça, étant trop moches. Y compris cette expression de « mal baisée » que je rappelle parce qu'elle était quand

même merveilleuse. J'avais envie alors de répondre aux hommes : « À qui la faute, messieurs ? »

Une intervenante : Je ne veux pas poser une question mais juste faire une remarque, et puis rectifier quelque chose. Je suis très étonnée de ne pas avoir entendu une seule fois, depuis le début de la soirée, le mot misogynie. C'est formidable ! Alors, bien sûr, le mot sexisme est censé le remplacer, mais je trouve que ce n'est pas du tout pareil. La misogynie, c'est la haine et le mépris des femmes et il n'y a pas de symétrie, il n'y a pas d'équivalent. Et puis, je ne suis pas d'accord pour faire arrêter le mouvement, les années flamboyantes du mouvement, en 1980, parce que, moi, j'étais dans une manifestation le 6 mars 1982 à Paris, dans laquelle nous étions 12 000 – 12 000, ce n'est pas mal – sur le mot d'ordre « Indépendance économique, politique et érotique des femmes ». Je trouve que c'est déjà un exploit de descendre dans la rue. Il ne s'agissait pas des salaires, il ne s'agissait pas des retraites, il s'agissait d'un mot d'ordre symbolique et je trouve que c'était très beau, voilà. Et c'était en 1982 !

Florence Rochefort : C'est simplement parce qu'on nous a demandé de décliner les années soixante-dix, mais loin de nous l'idée de vouloir arrêter le mouvement à la fin des années soixante-dix. Simplement, l'objet de la réflexion aujourd'hui était les années soixante-dix.

Isabelle Bastian-Dupleix : Oui, en effet, je voulais préciser que nous avons utilisé ce titre parce que c'est une formule ; ce n'est qu'un titre. Effectivement, ce n'est pas du tout précis historiquement puisque le

mouvement a commencé bien avant et qu'il ne se termine pas en 1970. Mais bon, c'est un titre générique et c'est difficile de bien montrer l'intention de ce type de manifestation et, en même temps, d'être extrêmement précis.

Françoise Duroux : Je voudrais juste dire que sur la couverture du *Bulletin de la Bpi* qui annonce ces journées, il y a une photo de la manif de 1982 avec la banderole « Indépendance économique, érotique... »

Françoise Collin : Je crois que nous ne serions pas présentes aussi nombreuses ici s'il s'agissait uniquement de commémorer ce qui n'a existé qu'en 1970. Nous avons évoqué, dans un temps restreint, des éléments propres au surgissement du féminisme à la fin du xx^e siècle comme mouvement portant pour la première fois sans doute – car il y a eu des initiatives féministes dans toute l'histoire mais plus sectorielles – non sur un point précis mais sur toute la structure des rapports hommes/femmes.

Mais ce mouvement collectif a connu d'emblée, et dans son développement, des formes diverses que nous ne pouvons analyser ici dans le temps restreint d'une séance inaugurale.

Vous avez raison, dans vos interventions, de rappeler l'importance de ce qu'on a appelé la misogynie (qui a d'ailleurs fait le titre d'un *Cahier du GRIF*, un des seuls qu'ait dirigé un homme...), laquelle prend d'ailleurs des formes diverses. Mais ce terme lui-même exigerait son explicitation par rapport à d'autres identifiant le même phénomène sous d'autres angles.

Florence Rochefort : Le terme que nous n'avons pas réutilisé là mais que nous aurions pu analyser, et qui était

aussi très utilisé à l'époque, est celui de phallocratie, qui insiste bien sur le pouvoir symbolique du phallus, le pouvoir des hommes. Je pense que, là aussi, il y a des formes de dénonciation violentes verbalement qui, aujourd'hui, passeraient moins bien, mais qui ont été extrêmement importantes comme exutoire en réaction à la misogynie. Le mot de sexisme a aussi été très important dans les « chroniques anti-sexistes » des *Temps Modernes* par exemple.

Isabelle Bastian-Dupleix : Merci. Madame, vous voulez intervenir ?

Une intervenante : Oui. Permettez-moi d'abord de vous remercier, parce que je suis une personne qui a vécu à l'étranger, qui a eu quatre enfants et qui n'a pas tellement eu le temps de s'intéresser à ce problème. Et là, je suis vraiment très heureuse de cette discussion. J'ai une question à vous poser. Ayant un regard dans le temps, comme madame Florence Rochefort nous y a invitées, je me demande s'il y a une place pour le pouvoir de la femme contre la guerre. Actuellement, je pense que ce pouvoir connaît un développement, mais est-ce que je suis à côté de la plaque ? On dit que la femme redevient titulaire de la parole, mais il paraît que dans la parole contre la guerre, la femme a plus de force que l'homme, qu'elle a toute la subtilité du féminin pour réagir. Est-ce hors sujet ou est-ce un des développements de la parole des femmes ? Moi, je suis en rapport à l'étranger avec les O.N.G. et l'Unesco et je trouve beaucoup de personnes qui accordent ce pouvoir à la femme. Je voudrais savoir si quelque chose peut se construire entre les énergies de la femme dans le féminisme et ce nouveau problème de la paix qui est tellement grave dans le monde.

Françoise Collin : J'aurais une esquisse de réponse, mais Florence en parlera plus précisément. Aucune prise de position ne va de soi parce que l'on est une femme ou parce que l'on est un homme : il y faut toujours une décision, une prise de position. Je veux dire que l'on n'est pas nécessairement pacifique parce que l'on est une femme. Mais il est vrai, et vous avez tout à fait raison, que les conditions, le fait d'une moindre implication dans les enjeux de pouvoir, une autre histoire, peut-être un autre rapport à la vie (que ces différences soient fondamentales ou historiques) font qu'il y a peut-être chez les femmes une forme de réserve devant la violence physique... Mais la politique n'est pas un effet de nature : en politique, il faut toujours une décision.

Catherine Deudon : Et il y a des femmes soldats...

Françoise Collin : Bien sûr. Nous ne sommes pas féministes parce que les femmes sont bonnes ou pacifiques par nature, mais parce qu'elles sont objet d'injustice structurelle. Ceci dit, il est assez curieux ou symptomatique que les médias aient utilisé précisément l'image d'une femme soldat quand il s'agissait de dénoncer les tortionnaires des prisonniers en Irak, alors que les femmes constituent une minorité dans l'armée.

Florence Rochefort : On pourrait souligner, à partir de votre question, que ce lien entre paix et féminin, féminité, a toujours été très important dans le pacifisme. C'est un aspect qui est encore assez présent dans d'autres pays, notamment en Allemagne, mais beaucoup moins en France. Cela me permet sim-

plement de dire une chose – parmi les milliers de choses qu’il faudrait encore dire –, c’est l’importance d’un mouvement international. Nous avons parlé de la France, mais les mêmes types de mobilisation ont émergé conjointement dans les pays occidentaux et, avec certains décalages chronologiques, dans des pays non-occidentaux, comme nous avons pu le montrer dans *Le Siècle des féminismes*. À partir des années soixante-quinze, cette vague féministe touche un très grand nombre de pays pour qui ce rapport à la valorisation des femmes, et notamment à leur pacifisme supposé, appartient pleinement à une culture féministe, ce qui, en revanche, est beaucoup moins présent en France.

Isabelle Bastian-Dupleix : Merci. Il y avait d’autres questions.

Une intervenante : J’ai une question pour Françoise Collin. En fait, à propos du troisième courant du féminisme, celui de la différence avec un *a* et du refus des définitions ontologiques de la différence homme/femme, je me posais une question : Est-ce que cette pensée qui s’inscrit en fait dans l’immanence, dans la contingence historique, dans le différer, ne comporte pas un risque qui serait peut-être celui d’enlever du sens, c’est-à-dire d’enlever l’attention vers un projet de société globale, vers un projet politique ? Et d’autre part, tout à l’heure, vous parliez du caractère global, enfin de la cohérence qu’il y a toujours eue dans le mouvement des femmes entre les différentes revendications et les différentes actions. Est-ce qu’une pensée comme celle-là, qui affaiblit peut-être la direction ne risquerait pas d’enlever du sens à cette cohérence et puis d’éclater peut-être

un petit peu les revendications, les actions entre les différents acteurs et les différentes actions de terrain ?

Françoise Collin : Oui, je comprends très bien votre objection. L’insistance sur le différer, la différence non duelle, peut venir éroder en effet la capacité d’opposition : j’ai moi-même énoncé cette objection, mais c’est une discussion de fond qui demanderait de longs développements. Je vais essayer de vous répondre de la manière la plus synthétique. Comme beaucoup d’autres féministes de ma génération, je suis issue d’une première expérience politique de type marxiste où la réponse était donnée avec la question et la mise en question, dans la représentation d’un état idéal à atteindre, la lutte ayant la représentation de sa fin et identifiant ses acteurs. On connaît les méfaits de cette supposition d’un modèle idéal qui transforme des générations d’humains en simples moyens en vue d’une fin. Dans une telle perspective, il s’agit seulement de se faire l’instrument d’une fin déjà posée. Il m’a semblé que le féminisme générait précisément une autre version du politique, dans laquelle chaque moment impose le jugement et la décision, avec tous les risques qui leurs sont inhérents. Et que tout en contestant radicalement l’assignation des femmes à un rôle subordonné séculaire, ce mouvement contestait aussi une « identité » des femmes (et d’ailleurs des hommes) représentable, fût-ce comme leur absence d’identité. La différence des sexes (avec un *a*) peut donc être interprétée comme un mouvement de différer qui n’est pas seulement de l’ordre du fait mais de l’ordre de l’acte transformateur. C’est ce que Judith Butler manifeste d’une certaine manière en affirmant que le

genre n'est pas dans le double mais dans le trouble, ce trouble étant aussi en permanence pour elle la possibilité d'un acte de redéfinition.

Je crois donc que le différer, la différence avec un *a* méconnaît l'importance de la praxis dans la transformation des rapports entre les sexes et fait spéculativement l'économie de leur dualisation et de leur hiérarchie, de fait inscrite dans le social. Je considère pour ma part le féminisme comme une telle praxis, à la fois théorique et politique, mais sans représentation de sa fin, sans représentation d'un « modèle » idéal prédéterminé, et qui requiert donc la vigilance, l'initiative et l'imagination dans chaque conjoncture.

Isabelle Bastian-Dupleix : Merci à tous. Encore un peu de temps pour quelques questions. Demain nous aurons d'autres plages de temps prévues pour discuter encore, pour reposer ces questions qui seront à nouveau formulées au cours des différentes interventions.

Une intervenante : Un mot pour dire que je suis toujours frappée, chaque fois que l'on parle de 1968, de l'opposition qu'il y a entre le côté festif, flamboyant, plein d'humour et le côté très sérieux, lutte au poing. L'histoire ne pourrait-elle pas contribuer à pacifier un peu cette tendance de façon à la faire aller de l'avant ? Je m'explique : moi, je suçais mon pouce en 1968, mais j'ai travaillé dans un séminaire d'histoire orale et nous avons été frappés de voir, dans des témoignages de personnes qui n'avaient pas participé à de grandes manifestations ou qui prenaient juste part à des groupes de parole, qu'il y avait toujours un côté qui n'était pas joyeux juste pour « faire la fête », mais très jouissif. C'est quelque

chose que j'ai vécu en tant que Suisse, lors de la grève des femmes de 1991, mais que je ne retrouve plus maintenant, malheureusement. Ce pourrait être justement un moteur, cet humour, plutôt que quelque chose de médiatiquement visible ou quelque chose qui ne sert pas du tout le mouvement.

Françoise Collin : Vous voulez dire que le ludique permettrait d'aller de l'avant ?

Une intervenante : Ce n'est pas forcément le ludique. Je vois quelque chose qui serait un moteur positif.

Françoise Collin : Il est vrai qu'il y a une joie et une force propres à certains moments insurrectionnels collectifs qu'on ne peut recréer artificiellement, et dont on a nécessairement la nostalgie : le moment de l'immédiateté, celui où tout est possible. Mais la fête – la jouissance – me semble indéfectiblement liée à la médiation ultérieure de l'action et de la pensée qui y trouvent leur ressourcement.

Isabelle Bastian-Dupleix : Dominique Tabah souhaiterait prendre la parole.

Dominique Tabah : Je m'adresse en fait à Françoise Collin. Il me semble qu'en fin de compte, l'aboutissement de votre démarche et de votre engagement dans le mouvement féministe peut être considéré comme une posture sociale et politique très générale d'engagement dans le sens le plus noble du terme et qu'il ne devrait pas être propre aux femmes. Et je me demandais quelle influence avait eu ce mouvement féministe dans la manière de réfléchir le politique. Parce que c'est cette position-là à

laquelle vous aboutissez : une autre manière de penser le monde et de faire de la politique, de s'engager, qui ne se fonde pas simplement sur la référence à un dogme, mais sur une réflexion plus générale, une liberté plus grande et un engagement plus large. Cette attitude a-t-elle eu une influence, au-delà même des femmes ? Ce serait tout à fait fondamental. Et c'est une belle posture.

Françoise Collin : En effet, l'expérience politique du féminisme a été, est aussi peut être, une redéfinition de l'expérience politique et de l'expérience humaine tout entières. Il n'y a pas d'accès à l'humain qui ne passe par un point de vue. Ce point de vue, en l'occurrence celui du féminisme, est un conducteur fécond du rapport au monde, à la fois par son illimitation et par ses limites. Une manière d'être au monde et de soutenir le monde, de faire être le monde.

Florence Rochefort : On peut peut-être aussi souligner qu'une des utopies du féminisme des années soixante-dix, c'était bien changer la vie et changer le politique.

Françoise Collin : L'utopie est un terme complexe. Tantôt l'utopie signifie la constitution d'un modèle idéal qu'on vise (même en le sachant inatteignable), tantôt elle signifie qu'aucune conjoncture – aucun topos – ne constitue un idéal. Je soutiens cette deuxième version du « mouvement », et du mouvement des femmes comme déplacement.

Isabelle Bastian-Dupleix : Merci beaucoup. Je vous laisse applaudir si vous le souhaitez. Merci à vous. Nous allons maintenant projeter le film *Debout ! : une histoire du Mouvement de libération des femmes, 1970-1980*¹

de [Carole Roussopoulos](#), et c'est Nicole Fernandes Ferrer qui est déléguée générale du [Centre audiovisuel Simone de Beauvoir](#) qui va le présenter très rapidement. Ce film dure quatre-vingt-dix minutes.

Nicole Fernandes Ferrer : Bonsoir. En l'absence de Carole Roussopoulos, j'ai le plaisir de présenter ce film qu'elle a réalisé à partir d'entretiens avec un certain nombre de femmes françaises et suisses qui sont d'ailleurs nombreuses dans la salle. Une simple explication parce qu'on nous le demande souvent : pourquoi des Françaises et pourquoi des Suisses ? Cela s'explique par l'histoire personnelle de Carole, elle est Roussopoulos par son mariage, suisse par sa naissance et française d'adoption. Donc c'est pour cela qu'elle a choisi de montrer à la fois ce qui se passait en Suisse et ce qui se passait en France. Le film est composé d'entretiens et de beaucoup d'archives – je tiens à le préciser puisque c'est un travail que l'on fait au Centre Simone de Beauvoir – dont beaucoup sont des archives personnelles que l'on a retrouvées chez des femmes qui les avaient bien conservées dans leurs placards. Je lance d'ailleurs un appel ici à celles qui ont encore des choses dans leurs placards pour qu'elles veuillent bien nous les remettre si elles le souhaitent. Simplement, avant de commencer le film, je vous rappelle que le 20 novembre, à la Bibliothèque nationale de France, est organisé un colloque sur les archives audiovisuelles du féminisme, où l'on fera justement le point sur ce genre de questions. Bonne projection.

Notes

1. Ce film est consultable dans les espaces de la Bpi (323.7 DEB).